



Bayram Balcı et Bertrand Buchwalter (éd.)

## La Turquie en Asie centrale La conversion au réalisme (1991-2000)

Institut français d'études anatoliennes

---

# Les sommets de la turcophonie

Bertrand Buchwalter

---

DOI : 10.4000/books.ifeagd.141  
Éditeur : Institut français d'études anatoliennes  
Lieu d'édition : Istanbul  
Année d'édition : 2001  
Date de mise en ligne : 4 novembre 2014  
Collection : La Turquie aujourd'hui  
ISBN électronique : 9782362450198



<http://books.openedition.org>

### Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2001

### Référence électronique

BUCHWALTER, Bertrand. *Les sommets de la turcophonie* In : *La Turquie en Asie centrale : La conversion au réalisme (1991-2000)* [en ligne]. Istanbul : Institut français d'études anatoliennes, 2001 (généré le 12 janvier 2021). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/ifeagd/141>>. ISBN : 9782362450198. DOI : <https://doi.org/10.4000/books.ifeagd.141>.

---

Ce document a été généré automatiquement le 12 janvier 2021.

---

# Les sommets de la turcophonie

Bertrand Buchwalter

---

- 1 Un bon moyen de mettre en évidence les à-coups puis les aggiornamentios de la politique de la Turquie en Asie centrale (la révision de ses ambitions aussi) est de dérouler le scénario des différents sommets de la turcophonie tenus depuis la dislocation de l'Union soviétique. Censés formaliser l'avènement d'un monde *türk* s'étendant, selon la formule de Süleyman Demirel, de l'Adriatique à la muraille de Chine et institutionnaliser une solidarité entre la Turquie et les cinq républiques turcophones ex-soviétiques, les six sommets réunis entre 1992 et 2000 ont surtout formé la caisse de résonance des tâtonnements d'une diplomatie turque bien mal préparée pour ce bouleversement géopolitique. Progressivement réduits à de simples enceintes déclaratoires dans lesquelles rien de vraiment concret ne s'est jamais décidé, ces conciles se sont invariablement conclus sur le plus petit dénominateur commun : l'affirmation de l'importance des liens culturels et historiques - sans que ce discours ne se prolonge dans un projet politique ou dans une institutionnalisation de cette proximité. Le rêve d'une institutionnalisation plus poussée, un temps formé par Ankara, s'est en effet évanoui devant les réticences des républiques turcophones, peu désireuses de se retrouver sous la coupe d'un nouveau « grand-frère ». Il n'est pas anodin de noter que ces réunions qui focalisaient, hier, l'attention de tous les observateurs prompts à y déceler les signes d'un panturquisme renaissant, passent aujourd'hui quasiment inaperçues. Prévues pour être annuelles, elles se sont d'ailleurs imperceptiblement espacées : octobre 1992 à Ankara, octobre 1994 à Istanbul, août 1995 à Bichkek, octobre 1996 à Tachkent, juin 1998 à Astana et avril 2000 à Bakou. Si l'on suit le fil rouge de ces sommets, autrement dit la question des pipelines et du réseau d'évacuation des richesses de la Caspienne et d'Asie centrale, on se rend aussi aisément compte que la Turquie n'est pas parvenue à réunir sur des projets concrets des pays par ailleurs opposés par des intérêts divergents ou même par des différends (on pense notamment au Turkménistan et à l'Azerbaïdjan).

## Les sommets de 1992 et de 1994 : l'heure turque<sup>1</sup> ?

- 2 On a, à plusieurs reprises au cours de ce dossier, souligné l'importance des ambitions de la Turquie dans les années qui suivirent les indépendances des républiques turques, grossièrement entre début 1992 et 1994-1995. Il faut aussi rappeler l'ambiguïté du discours alors tenu par Ankara. Soucieux d'éviter les accusations de panturquisme et multipliant les déclarations apaisantes en direction de Moscou, les officiels turcs ont néanmoins cultivé, sur cette période, une certaine équivoque. La présence d'Alparslan Türkeş, leader du MHP, aux côtés de Süleyman Demirel (alors Premier ministre) lors de sa première visite en Asie centrale et en Azerbaïdjan en avril 1992, certaines déclarations de ce dernier évoquant une communauté des États *türk* pouvaient être interprétés comme autant de signes de cette ambivalence. L'assiduité des plus hauts personnages de l'État (qu'il s'agisse d'Özal, de Demirel ou de Çiller) aux conférences des peuples *türk* régulièrement organisées par Alparslan Türkeş dans la foulée des sommets (ce qui entretenait parfois la confusion) laissait la même impression. Avec le recul, ce caractère équivoque peut probablement être imputé à l'impréparation de la Turquie et de ses gouvernants. Cette impréparation marqua, d'ailleurs, la tenue du premier sommet, les 30 et 31 octobre 1992 à Ankara. Dans son discours d'ouverture, Turgut Özal évoqua la création d'un marché commun *türk* et d'une banque de commerce et d'investissement ainsi que la construction d'un pipeline reliant l'Asie centrale et l'Azerbaïdjan aux marchés mondiaux via la Turquie. Le président turc conclut son intervention en assurant que le XXI<sup>e</sup> siècle serait *türk*. Les résultats furent, cependant, très en deçà de ces belles formules. Premier signe patent du hiatus entre les ambitions turques et la réalité : on eut très rapidement recours à des interprètes pour traduire les propos des uns et des autres. Aucune déclaration commune ne fut, par ailleurs, adoptée sur le conflit arméno-azerbaïdjanais du Haut-Karabagh. Quant aux présidents ouzbek et kazakh, ils écartèrent toute institution d'un mécanisme supranational. Dans les deux cas, l'ombre de Moscou était clairement perceptible. Seul résultat tangible : une déclaration (dite d'Ankara) aux contours plutôt vagues qui ne faisait pas mention des projets d'Özal et qui se bornait à affirmer la nécessité d'un renforcement des liens entre les six participants<sup>2</sup>. Ce qui sonna un peu comme un camouflet pour Ankara.
- 3 Le deuxième sommet, maintes fois reporté<sup>3</sup>, se tint finalement à Istanbul le 19 octobre 1994. En dépit d'un contexte difficile<sup>4</sup>, le sommet fut, contrairement au premier, un succès. Il faut dire que les ambitions de la Turquie étaient beaucoup plus limitées. Pour éviter la déconvenue d'Ankara, un avant-projet de déclaration avait circulé parmi les participants. Elle mentionna, cette fois-ci, le conflit du Haut-Karabagh en réclamant l'application des résolutions votées par les Nations Unies et en rappelant le principe de l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan. Bakou et Ankara pouvaient être satisfaits. Les dirigeants des républiques centre-asiatiques n'avaient, pourtant, rempli que le service minimum. Tout indique, en effet, que Demirel et Aliiev avaient milité, sans succès, pour imposer une formulation plus véhémente, désignant notamment l'Arménie comme l'agresseur. Un autre article de la déclaration revint sur l'épineux problème du pipeline. Là encore, on avait l'impression d'avoir avancé : le texte parlait d'un acheminement des ressources naturelles par la voie la plus courte et la plus économique, ce qui dans l'esprit de la plupart des observateurs voulait dire via la Turquie. Ceci dit, le président turkmène, Saparmurad Niazov, témoigna du malaise créé par la signature, à Bakou, d'un juteux accord pétrolier off-shore sans consultation

préalable de ses voisins, ce qui tempéra un peu l'optimisme alors affiché ici et là, notamment par des journalistes turcs qui n'hésitèrent pas à parler de l'apparition sur la scène internationale du T6<sup>5</sup>. Il est vrai que lors du sommet, les participants avaient envisagé l'hypothèse d'actions solidaires dans les organisations internationales mais on était bien loin d'une réelle institutionnalisation. Il n'en reste pas moins que le ton adopté lors de ce deuxième sommet était suffisamment assuré pour que la Russie réagisse assez vivement. Par l'entremise du porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Moscou mit en garde contre toute résurgence du panturquisme, indiquant que si la

« Russie n'était pas opposée à la tenue de réunions conformes aux règles internationales, elle ne masquait pas son inquiétude devant un sommet organisé sur fond ethnique et susceptible d'alimenter les conflits dans l'ex-Union soviétique ».

- 4 Joignant le geste à la parole, Eltsine convoqua en urgence un sommet de la CEI qui se réunit dans la foulée de la réunion d'Istanbul.

## Fissures dans le bloc turcophone

- 5 Les trois sommets qui suivirent - Bichkek (premier sommet tenu en dehors de la Turquie), le 28 août 1995 ; Tachkent les 22-23 octobre 1996 (en marge des commémorations officielles et pleines de pompe du 660<sup>e</sup> anniversaire de la naissance de Tamerlan) ; Astana (en marge de l'inauguration de la nouvelle capitale du Kazakhstan), le 9 juin 1998 - n'apportèrent guère de réelles avancées. Dans la veine de la réunion de 1994, on prononça beaucoup de discours, on vota quelques résolutions vagues concernant la lutte contre le terrorisme et le trafic de drogues, mais on se garda bien d'adopter des mesures concrètes. On n'enregistra, par ailleurs, aucun progrès sur la question du pipeline, à l'exclusion d'une affirmation de plus en plus évidente d'un axe Bakou-Ankara. La réunion de Tachkent décida de la création d'un secrétariat permanent pour appliquer les décisions prises lors des sommets et les préparer mais ce projet était encore bien loin de figurer une institutionnalisation ou l'embryon d'une communauté turque. Signe des lézardes grandissantes dans le bloc turcophone, on entendit à plusieurs reprises au cours de ces sommets certaines fausses notes. En 1995, à Bichkek, Karimov prévenait qu'il cesserait de participer à ces conciles s'ils « *continuaient à être si politisés* ». En 1998, il n'hésita pas, en marge du sommet d'Astana, à relativiser la solidarité que se devaient entre eux les peuples *türk*. Soulignant que les précédents sommets avaient été le théâtre de rivalités malsaines, Karimov indiqua qu'il devait y avoir des limites à l'unité du monde *türk*. Évoquant l'exemple des Ouïghours de la province chinoise du Xinjiang qui demandaient l'aide des États turcophones, Karimov suggéra qu'il n'entendait en aucun cas compromettre ses relations avec la Chine<sup>6</sup>.
- 6 Le sommet de Bakou, initialement prévu pour 1999<sup>7</sup> puis reporté aux 8 et 9 avril 2000, devait encore plus clairement révéler les fissures et les divisions du bloc turcophone. Pire, la solidarité bon an mal an affichée jusque-là vola quasiment en éclats avec l'absence remarquable des présidents turkmène et ouzbek, seulement représentés par les présidents de leurs parlements respectifs. Fait sans précédent. Véritable soufflet même pour un président Demirel en fin de mandat qui avait fait un énième<sup>8</sup> voyage à Achkhabad, fin mars, pour arrondir les angles entre l'Azerbaïdjan et le Turkménistan

qui se disputent la propriété de champs pétroliers off-shore et convaincre Niazov de se déplacer. À Tachkent, on assure que le président Karimov était malade. Ces deux absences révèlent, en vérité, deux réalités lourdes de menaces pour l'avenir du bloc turcophone : la nette détérioration des relations turco-ouzbèkes, d'une part, et l'impasse sur la question des pipelines d'autre part, que ce soit sur le projet de pipeline pétrolier Bakou- Tbilissi-Ceyhan ou sur le pipeline gazier trans-caspien. Depuis les six explosions du 16 février 1999 à Tachkent qui ont fait 16 morts et près de 100 blessés, les relations se sont, en effet, à nouveau beaucoup tendues entre la Turquie et l'Ouzbékistan. Le régime de Tachkent qui a profité de l'attentat pour reprendre brutalement en main son opposition toutes tendances confondues, a accusé la Turquie d'avoir joué un rôle dans sa préparation, en abritant sur son territoire des opposants notoires. Ankara a été déclaré coupable de vouloir déstabiliser le régime laïque ouzbek et les étudiants ouzbeks ont, comme en 1994, été rappelés au pays, les écoles turques fermées. Par l'entremise de la télévision ou de la presse<sup>9</sup>, Tachkent a adressé de très vives critiques à la Turquie et il est probable que les relations ouzbéko-turques soient désormais refroidies pour un certain temps d'autant que l'Ouzbékistan s'est, ces derniers temps, sensiblement rapproché de la Russie<sup>10</sup>. En ce qui concerne la construction des pipelines, le sommet de Bakou est aussi un véritable échec. D'un côté, l'absence de Niazov fragilise la concrétisation du pipeline trans-caspien devant acheminer vers 2001-2002 le gaz turkmène et azerbaïdjanais jusqu'à la Turquie via, encore une fois, la Géorgie. En plus du traditionnel différend entre Achkhabad et Bakou sur la Caspienne, le projet achoppe non seulement sur les conditions de rétribution des promoteurs du projet, les compagnies anglo- néerlandaise Shell et américaine PSG, mais aussi sur le partage, entre les deux pays, de la capacité dudit pipeline. Avouant qu'il doutait de la faisabilité du projet, Saparmurad Niazov a, par ailleurs, indiqué fin mars qu'il envisageait la construction d'un pipeline de 60 km entre Serakhs (Turkménistan) et Meched (Iran) d'une capacité de 50 millions de m<sup>3</sup> par an. Le Turkménistan a aussi prévu d'augmenter l'exportation de gaz en direction de la Russie<sup>11</sup>. Les très récents rappels à l'ordre de Washington qui entend distribuer les cartes du jeu dans la région ne semblent guère avoir ému à Achkhabad. D'un autre côté, les positions du Kazakhstan, refusant lors du sommet de garantir un volume de pétrole destiné à être acheminé par le pipeline Bakou-Tbilissi-Ceyhan, compromettent l'équilibre financier de cet autre pipeline de 1730 km (prévu pour 2004 à un coût de 2,3-3 milliards de \$) qui a besoin d'un volume de 20 millions de tonnes par an pour être rentable<sup>12</sup>. Le Kazakhstan qui avait pourtant signé des accords en ce sens en marge du sommet de l'OSCE à Istanbul (novembre 1999) s'est déclaré sceptique à propos de la rentabilité économique de ce projet et a indiqué qu'il attendait le résultat d'autres prospections pétrolières pour se décider<sup>13</sup>. Tout indique, cependant, que Nazarbaev souhaite privilégier les voies d'évacuation russes (via Makhachkala au Daghestan et Novorossisk). Or, sans l'appoint kazakh, autant dire que le projet est condamné. La déclaration finale - testamentaire ? - de Demirel au sommet de Bakou, assurant que le XXI<sup>e</sup> siècle serait « celui du renforcement des liens entre les nations turques » avait de quoi faire sourire alors que les tensions ne s'étaient jamais aussi clairement affichées. En fait, à y regarder de plus près, la question des pipelines est surtout un problème de coopération régionale : Ankara (et en sous-main Washington) ne sont pas réellement parvenus jusqu'ici à associer l'Azerbaïdjan et les pays d'Asie centrale dans un « projet caspien ».

- 7 Les sommets de la turcophonie montrent, en définitive, assez bien les limites de la solidarité et la fragilité des liens qui unissent eux entre les chaînes du monde *türk*. S'exprimant volontiers dans le domaine culturel, comme on le montre abondamment dans ce dossier, cette proximité déborde rarement sur d'authentiques initiatives politiques communes. Ses succès, la diplomatie turque les obtient plus dans le cadre de la coopération bilatérale qu'au cours de ces forums qui peinent à rassembler des pays aux visées et aux intérêts passablement divergents. Après l'échec retentissant du sommet de Bakou, on peut raisonnablement douter qu'il en sera autrement dans l'avenir.

---

## NOTES

1. Pour les deux premiers sommets on peut consulter : Gareth Winrow, *Turkey in Post-Soviet Central Asia*, Londres, The Royal Institute of International Affairs, Londres 1995 ; les articles du *Monde*, 21 octobre 1994 et de *La Croix*, 25 octobre 1994, ainsi que l'article de Sami Kohen dans *Milliyet*, repris dans *Courrier International*, 3 novembre 1994.

2. Le président tadjik, Nabiev, invité par Ankara fut retenu à Douchanbé à cause de violents combats. La Turquie avait souhaité associer le Tadjikistan qui, quoique persanophone, avait vocation à se rapprocher du monde *türk* puisque appartenant lui aussi à l'islam hanéfite.

3. Prévu pour se tenir à Bakou en 1993, les événements (disparition de Turgut Özal, renversement par un coup d'État du « protégé » d'Ankara à Bakou, Aboulfaz Elchibey, en juin 1993 et arrivée au pouvoir de Gueïdar Aliev, *a priori* plus proche de Moscou) le retardèrent sensiblement. Reporté à janvier 1994, toujours à Bakou, il fut annulé deux jours avant la date prévue. Les présidents des républiques centre-asiatiques étaient réticents à ce que le sommet se tienne à Bakou, soucieux, en plein conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, de ne pas trop déplaire à Erevan (et à Moscou). Le Turkménistan venait, d'ailleurs, d'accepter de livrer du gaz à l'Arménie. Les divisions du monde *türk* commencent déjà alors à s'afficher clairement.

4. En plus du changement politique à Bakou (qui *a posteriori* n'affecta pas énormément les relations turco-azerbaïdjanaises - à ce sujet, cf. chronologie en fin de dossier), il faut mentionner le premier durcissement des relations entre l'Ouzbékistan et la Turquie. Tachkent reprochait à Ankara, comme aujourd'hui, d'accueillir des opposants (notamment Mohammed Solih, dirigeant du parti Erk) sur son territoire.

5. Cf. notamment Sami Kohen art. cité.

6. RFE/RL, "Karimov on Turkic unity", 9 juin 1998.

7. Le sommet devait se tenir en juin 1999 en même temps que la commémoration du 1300<sup>e</sup> anniversaire de l'épopée *türk* de Dede Korkut. Il a notamment été reporté en raison de la mauvaise santé d'Aliev.

8. Depuis avril 1992, Süleyman Demirel s'est rendu à 21 reprises en Asie centrale et en Azerbaïdjan.

9. Un programme de la télévision ouzbèke a montré un reportage dans lequel un des accusés avouait avoir reçu de l'argent de Necmettin Erbakan. Un article publié le 6 juillet 1999 dans le quotidien *Ozbekiston Ovozi*, adoptait un ton particulièrement acerbe : « nous respectons le peuple turc frère... mais nous nous demandons néanmoins, même si ces mots peuvent paraître amers, quel est ce genre de pays qui permet qu'un acte terroriste contre un État frère soit organisé sur

son territoire (...) ». Pour une version complète de l'article, traduit en anglais, cf. BBC, 7 août 1999.

**10.** Tachkent qui s'était retiré début 1999 du traité de sécurité collective de la CEI (voté en 1992 à Tachkent), ce qui avait fortement déplu à Moscou (certains analystes ont d'ailleurs voulu voir la main de Moscou derrière les attentats du 16 février), s'en est depuis progressivement rapproché. Karimov soutient ainsi fermement Poutine dans l'« affaire tchéchène ». Les deux pays ont, par ailleurs, signé en décembre 1999 à Tachkent un traité bilatéral de coopération militaire. Cf. BBC, 12 décembre 1999.

**11.** Agence Interfax, 22 mars 2000.

**12.** Michael Lelyveld, "Caucasus/Central Asia: Turkic Summit Calls For Cooperation", *RFE/RL*, 13 avril 2000.

**13.** L'annonce de la découverte, le 10 mai, par le Premier ministre kazakh d'importantes réserves à l'est du champ offshore de Kashagan (cf. *RFE/RL Newslines* du 11 mai 2000), ne devrait guère changer les choses.